

Le président Mao a récemment indiqué: «En un mot, la Chine est un pays socialiste. Avant la Libération, c'était à peu près comme le capitalisme. Maintenant encore, on pratique le système des salaires à huit échelons, la répartition selon le travail, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie, et tout cela ne diffère guère de l'ancienne société. La différence, c'est que le système de propriété a changé.» Pour approfondir notre compréhension de cette directive du président Mao, nous allons jeter un coup d'œil sur les changements intervenus en Chine dans le système de propriété, sur la part que les divers secteurs économiques occupaient dans l'industrie, l'agriculture et le commerce en 1973.

D'abord l'industrie. Le secteur de la propriété du peuple entier compte pour 97% dans les immobilisations, 63% pour le nombre des travailleurs et 88% pour la valeur globale de la production industrielle. Et celui de la propriété collective pour 3, 36,2 et 14% respectivement. Restent les artisans individuels dont le nombre représente 0,3%.

Ensuite l'agriculture. En ce qui concerne les moyens de production, la part de la propriété collective est environ de 90% pour les terres cultivées et l'équipement de drainage et d'irrigation, et approximativement de 80% pour les tracteurs et le gros bétail. La part de la propriété du peuple entier est minime. Ainsi, plus de 90% de la production nationale des céréales et des cultures industrielles provient de l'économie collective, les fermes d'Etat n'intervenant que pour un très faible pourcentage. D'autre part, on conserve dans une proportion restreinte des parcelles réservées à l'usage privé des membres des communes populaires et des occupations subsidiaires familiales.

Enfin le commerce. Dans le volume global de la vente au détail, le secteur d'Etat, celui de la propriété collective et celui des petits marchands individuels comptent respectivement pour 92,5, 7,3 et 0,2%. Et dans les régions rurales, le commerce par l'intermédiaire des foires a encore une certaine importance.

Il ressort de ces chiffres que la propriété socialiste du peuple entier et la propriété collective socialiste des masses travailleuses l'ont effectivement emporté de façon éclatante dans notre pays. La prépondérance de la propriété du peuple entier s'est encore beaucoup plus fortement affirmée, et dans l'économie gérée par les communes populaires, la part afférente aux trois échelons de propriété — commune populaire, brigade de production et équipe de production — a aussi accusé des changements. Prenons la banlieue de Changhaï: les revenus à l'échelon de la commune populaire sont passés de 23,1% en 1973 à 30,5% en 1974; à l'échelon de la brigade de production, ils sont passés de 15,2 à 17,2% pendant la même période, alors que ceux des équipes de production tombaient de 56,7 à 52,3%. Ainsi s'accuse de plus en plus nettement la supériorité de la commune populaire, caractérisée par l'ampleur de son champ d'activité et son plus haut degré de socialisation. Au cours de ces 25 dernières années, nous avons éliminé graduellement les propriétés impérialiste,

capitaliste-bureaucratique et féodale, et transformé pas à pas les propriétés du capitalisme national et des travailleurs individuels; et les deux formes de propriété publique socialiste se sont progressivement substituées à ces cinq formes de propriété privée. Nous sommes donc fondés à affirmer, non sans fierté, que dans notre pays le système de propriété a changé, que le prolétariat et les autres travailleurs se sont pour l'essentiel affranchis du carcan de la propriété privée, et que la base économique du socialisme s'est graduellement développée et consolidée. La Constitution adoptée à la 4^e Assemblée populaire nationale rend compte en termes explicites de ces grandes victoires que nous avons obtenues.

Nous devons toutefois savoir que le problème de la propriété n'est pas encore totalement résolu. Si nous disons fréquemment qu'il est «régulé pour l'essentiel», c'est précisément qu'il ne l'est pas complètement, et que le droit bourgeois n'a pas non plus été complètement supprimé du point de vue de la propriété. Les chiffres susmentionnés nous permettent de constater que la propriété privée subsiste partiellement dans l'industrie, l'agriculture et le commerce, que la propriété publique socialiste se présente sous deux formes, et non pas exclusivement sous la forme de propriété du peuple entier, et que la part de cette propriété du peuple entier est encore très faible dans l'agriculture, base de notre économie nationale. Quand ils prévoyaient qu'en société socialiste, le droit bourgeois n'existerait plus dans le domaine de la propriété, Marx et Lénine supposaient que l'ensemble des moyens de production appartiendrait déjà à la société tout entière. Nous ne sommes assurément pas encore parvenus à cette étape. Nous ne devons pas perdre de vue qu'à cet égard, aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique, la dictature du prolétariat se trouve toujours confrontée à une tâche très ardue.

Nous devons aussi savoir que, pour la propriété du peuple entier comme pour la propriété collective, se pose la question de la direction sous laquelle elles sont placées, c'est-à-dire à quelle classe elles appartiennent, non pas nominalement mais effectivement.

Le 28 avril 1969, lors de la première session plénière du Comité central issu du IX^e Congrès du Parti, le président Mao a dit: «A ce qu'il semble si l'on ne fait pas la Grande Révolution culturelle prolétarienne, ça n'ira pas, car notre base n'est pas solide. A en juger par ce que j'ai observé, ne disons pas dans la totalité ni l'écrasante majorité, mais je le crains, dans une majorité assez grande des usines, la direction n'est pas entre les mains de vrais marxistes ni des masses ouvrières. Non pas qu'il n'y ait pas de bons éléments parmi ceux qui dirigent les usines. Il y en a, il y en a parmi les secrétaires, les secrétaires adjoints et les membres des comités du Parti, il y en a parmi les secrétaires de cellule. Mais ils suivent la ligne autrefois mise en avant par Liou Chao-chi, ce qui se ramène simplement de leur part à des pratiques du genre stimulants matériels, profit au poste de commandement, pas de politique prolétarienne mise à l'honneur, distributions de primes, et ainsi de suite.» «Toutefois, il se trouve effectivement des mauvais éléments